



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

13 SEPTEMBRE 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROJET D'ORDONNANCE

**relatif à la taxe sur les services de taxis et les
services de location de voitures avec chauffeur
en raison de la crise sanitaire du COVID-19**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des finances et des affaires générales

par M. Marc-Jean GHYSSELS (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mme Nadia El Yousfi, MM. Marc-Jean Ghysseles, Rachid Madrane, Mme Marie Lecocq, M. John Pitseys, Mmes Latifa Aït Baala, Alexia Bertrand, MM. Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijns, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, Juan Benjumea Moreno, Mme Cielkje Van Achter, M. Guy Vanhengel.

Membre suppléant : M. Hicham Talhi.

Autre membre : Mme Clémentine Barzin.

Voir :

Document du Parlement :

A-403/1 – 2020/2021 : Projet d'ordonnance.

GEWONE ZITTING 2020-2021

13 SEPTEMBER 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**betreffende de belasting op de taxidiensten en
de diensten voor het verhuren van voertuigen
met chauffeur op grond van de
gezondheids crisis van de COVID-19**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door de heer Marc-Jean GHYSSELS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevr. Nadia El Yousfi, de heren Marc-Jean Ghysseles, Rachid Madrane, mevr. Marie Lecocq, de heer John Pitseys, mevr. Latifa Aït Baala, mevr. Alexia Bertrand, de heren Emmanuel De Bock, Christophe Magdalijns, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, Juan Benjumea Moreno, mevr. Cielkje Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

Plaatsvervanger : de heer Hicham Talhi.

Ander lid : mevr. Clémentine Barzin.

Zie :

Stuk van het Parlement :

A-403/1 – 2020/2021 : Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif du ministre Sven Gatz

Le ministre a tenu devant les commissaires l'exposé suivant :

« Le texte qui vous est soumis aujourd'hui vise à réduire à zéro le tarif de la taxe sur l'exploitation d'un service de taxis et de la taxe sur l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur pour l'exercice d'imposition 2021. Cette mesure est nécessaire pour soutenir un secteur qui souffre fortement depuis le début de la crise sanitaire.

Selon les estimations des services compétents, ce sont quelque 1.252 véhicules de taxi et 1.198 voitures de location avec chauffeur qui seraient ainsi exonérés des taxes concernées. La perte budgétaire est estimée à près de 1,6 millions d'euros (575 euros par taxi et 682 euros par limousine).

L'objectif principal de cette mesure fiscale consiste à prolonger la mesure d'aide prise en application de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2020/014 du 23 avril 2020 pour l'exercice 2020 et doit être considérée comme indépendante des discussions juridiques et politiques relatives au secteur des taxis.

Le Conseil d'État n'a pas formulé de remarque de fond sur le présent texte.

Je vous demande dès lors de bien vouloir approuver cette mesure de soutien à une secteur qui, malgré le déconfinement progressif, continue de souffrir. ».

II. Discussion générale

Mme Nadia El Yousfi rappelle que, dans le cadre de la prévention de la propagation du virus, de nombreuses mesures ont été prises dans le secteur des taxis et celui de la location de voitures avec chauffeur, qui ont été particulièrement touchés. Il est urgent et nécessaire de prendre des mesures complémentaires afin d'éviter une catastrophe économique, ou pire encore, que la crise engendre la disparition de ce secteur d'activités. Il faut donc réagir en prenant de nouvelles mesures de soutien pour venir en aide à ce secteur menacé. Le groupe PS juge que ce projet d'ordonnance va dans le bon sens en réduisant à zéro la taxe sur le permis d'exploitation d'un service de taxi et d'un service de location de voiture avec chauffeur pour l'exercice d'imposition 2021. Comme le ministre l'a rappelé, la taxe sur les permis d'exploitation est de 575 euros par an pour un service de taxi, et de 682 euros par an pour un service de location de voiture avec chauffeur. Le rôle du politique dans cette crise sanitaire consiste à préserver au maximum le taux d'emploi dans ce secteur, et d'apporter une aide publique adaptée à ces travailleurs pour leur permettre de respirer fiscalement en ces temps difficiles. Par conséquent, le groupe PS soutiendra ce projet d'ordonnance.

I. Inleidende uiteenzetting van minister Sven Gatz

De minister heeft voor de commissieleden de volgende uiteenzetting gehouden :

« De voorliggende tekst beoogt de belasting op de exploitatie van taxidiensten en van diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur tot nul te herleiden voor het belastingjaar 2021. Deze maatregel is nodig om een sector te ondersteunen die het sinds het begin van de gezondheidscrisis zeer moeilijk heeft.

Volgens de ramingen van de bevoegde diensten zouden aldus 1.252 taxivoertuigen en 1.198 limousinevoertuigen worden vrijgesteld van de betrokken belastingen. Het budgettaire verlies wordt geraamd op net geen 1,6 miljoen euro (pro memo, het gaat om 575 euro per taxi en 682 euro per limousine).

Deze fiscale maatregel is in de eerste plaats een verlenging van de steunmaatregel die voor het belastingjaar 2020 werd genomen via het bijzondere machtenbesluit nr. 2020/014 van 23 april 2020 en dient dan ook los te worden gezien van de lopende juridische en politieke discussies aangaande de taxisector.

De Raad van State had geen inhoudelijke opmerkingen over de voorliggende tekst.

Ik vraag u dan ook deze steunmaatregel - aan een sector die het ondanks de gestage versoepelingen van de coronamaatregelen nog steeds moeilijk heeft - te willen goedkeuren. ».

II. Algemene bespreking

Mevrouw Nadia El Yousfi herinnert eraan dat, ter voorkoming van de virusverspreiding, talrijke maatregelen waren genomen in de bijzonder zwaar getroffen taxi- en autoverhuursector. Er zijn dringend aanvullende maatregelen nodig om een economische catastrofe als gevolg van deze crisis of, erger nog, het verdwijnen van deze sector te voorkomen. Wij moeten dus reageren door nieuwe steunmaatregelen te nemen om deze bedreigde sector te helpen. De PS-fractie vindt dat dit ontwerp van ordonnantie een stap in de goede richting is door de belasting op de exploitatievergunning van een taxidienst en een autoverhuurdienst met chauffeur voor het aanslagjaar 2021 tot nul te verlagen. Zoals de minister in herinnering bracht, bedraagt de belasting op exploitatievergunningen 575 euro per jaar voor een taxidienst en 682 euro per jaar voor een autoverhuurdienst met chauffeur. De rol van de politiek in deze gezondheidscrisis bestaat erin de werkgelegenheidsgraad in deze sector zoveel mogelijk in stand te houden en deze werknemers voldoende overheidssteun te verlenen om hen in staat te stellen in deze moeilijke tijden op fiscaal vlak adem te halen. Daarom zal de PS-fractie dit ontwerp van ordonnantie steunen.

Mme Cieltje Van Achter annonce que le groupe N-VA s'abstiendra sur ce texte, non pas qu'il s'oppose à ces mesures de soutien au secteur des taxis et des voitures de location avec chauffeur, mais parce que ce gouvernement n'apporte pas de vraies réponses aux problèmes qu'éprouvent les travailleurs de ce secteur, à savoir tout le malaise qui existe avec les sociétés Uber et Heetch. En effet, le ministre-président, compétent en la matière, avait promis d'avancer sur le plan taxi, et à tout le moins de donner des explications sur les amendes qui ont été envoyées aux chauffeurs de Uber et Heetch, mais rien n'a été fait. Il est pourtant nécessaire d'avancer dans la réforme du secteur des taxis, et de doter ce secteur d'un statut adapté au XXI^{ème} siècle ! On n'a pas encore vu le début d'une ébauche de solution en ce domaine, et c'est pourquoi le groupe N-VA compte s'abstenir, tout en affirmant son soutien au secteur concerné.

M. Emmanuel De Bock tient à saluer, au nom du groupe DéFI, le geste fort que pose une nouvelle fois le gouvernement bruxellois en faveur de ce secteur, comme l'année passée. Ce secteur a malheureusement dû faire face à un ralentissement important de ses activités au cours des 18 derniers mois. Le ministre peut-il indiquer le nombre de permis d'exploitation concernées par la présente ordonnance ? Quel sera le manque à gagner pour la Région de cette exemption fiscale ? Y aura-t-il un impact budgétaire sur les recettes régionales ?

M. Hicham Talhi affirme, au nom du groupe Ecolo, son soutien à ce projet d'ordonnance, qui s'ajoute à d'autres mesures qui ont déjà été prises en faveur de ce secteur du transport rémunéré de personnes, qui a été lourdement impacté par la crise du Covid. Cette mesure montre l'importance stratégique que ce secteur représente en Région bruxelloise. Néanmoins, comme cela a été souvent rappelé en commission des Affaires intérieures, son groupe est impatient de prendre connaissance du plan taxis, qui est censé être approuvé avant le 21 septembre.

Mme Latifa Aït Baala rappelle également que la crise sanitaire a eu un impact indéniable sur une série de secteurs, en ce compris celui du transport rémunéré de personnes. La présente mesure - qui allège la taxation dont le secteur fait l'objet à hauteur de 1,5 millions d'euros - est une mesure que le groupe MR soutient en votant favorablement ce projet d'ordonnance.

En effet, ce secteur souffert de la crise sanitaire, que ce soit à cause de la mise en place du télétravail, de la chute du nombre de congrès et d'événements, ou encore du faible nombre de touristes qui ont fait le choix de notre Région comme destination.

L'intervenante profite de la discussion de ce projet d'ordonnance pour rappeler l'impérieuse nécessité d'établir un cadre réglementaire clair pour le secteur. Le plan taxis se fait attendre depuis de très nombreuses années et la question de la taxation du secteur devra également en faire partie.

Mevrouw Cieltje Van Achter kondigt aan dat de N-VA fractie zich zal onthouden van stemming over deze tekst, niet omdat zij tegen deze maatregelen ter ondersteuning van de sector taxi's en huurauto's met chauffeur is, maar omdat deze regering geen echte antwoorden geeft op de problemen die de werknemers in deze sector ondervinden, namelijk de hele malaise die bestaat met de bedrijven Uber en Heetch. De minister-president, die ter zake bevoegd is, had immers beloofd vooruitgang te boeken met het taxiplan, en op zijn minst uitleg te verschaffen over de boetes die aan Uber- en Heetch-chauffeurs werden gestuurd, maar er is niets gebeurd. Het is echter noodzakelijk de hervorming van de taxisector voort te zetten en deze sector een statuut te geven dat is aangepast aan de 21e eeuw! Tot dusver is er nog geen begin van een oplossing op dit gebied en daarom is de N-VA-fractie voornemens zich van stemming te onthouden, hoewel zij haar steun aan de betrokken sector betuigt.

Namens de DeFI-fractie verheugt Emmanuel De Bock zich over het sterke gebaar van de Brusselse regering ten gunste van deze sector, net als vorig jaar. Deze sector heeft in de afgelopen 18 maanden helaas te kampen gehad met een aanzienlijke vertraging van zijn activiteiten. Kan de minister aangeven op hoeveel exploitatievergunningen deze ordonnantie van toepassing is? Wat is het verlies aan inkomsten voor het Gewest als gevolg van deze belastingvrijstelling? Zullen er gevolgen zijn voor de begroting van de gewestelijke ontvangsten?

Namens de Ecolo-fractie bevestigt de heer Hicham Talhi zijn steun voor dit ontwerp van ordonnantie die een aanvulling vormt op andere maatregelen die reeds zijn genomen ten gunste van de door de COVID-crisis zwaar getroffen sector van het betaald personenvervoer. Deze maatregel toont het strategische belang aan dat deze sector in het Brussels Gewest vertegenwoordigt. Niettemin is zijn fractie, zoals vaak in de Commissie Binnenlandse Zaken is herhaald, benieuwd naar het taxiplan, dat vóór 21 september zou moeten worden goedgekeurd.

Mevrouw Latifa Aït Baala herinnert er ook aan dat de gezondheids crisis ontegensprekelijk gevolgen heeft gehad voor een aantal sectoren, waaronder de sector van het bezoldigd personenvervoer. De huidige maatregel - die de belasting van de sector met 1,5 miljoen euro vermindert - wordt door de MR-fractie gesteund door voor dit ontwerp van ordonnantie te stemmen.

Deze sector heeft inderdaad te lijden gehad onder de gezondheids crisis, ongeacht of de oorzaak is, de invoering van het telewerken, de daling van het aantal congressen en evenementen, of het geringe aantal toeristen dat ons Gewest als bestemming heeft gekozen.

De spreker grijpt de bespreking van dit ontwerp van ordonnantie aan om te herinneren aan de dringende noodzaak tot bepaling van een duidelijk regelgevend kader voor de sector. Het taxiplan had er al lang moeten zijn en de kwestie van de belasting van de sector moet er ook deel van uitmaken.

Enfin, l'exposé des motifs fait état de nombreuses entreprises de taxis qui sont menacées de faillite et dont il n'y a pas lieu d'espérer une amélioration de leur situation financière avant la fin de l'année. Dès lors se posent deux questions : d'une part, quel est le nombre d'exploitants de sociétés de taxis qui sont menacées de faillite en 2020 et en 2021 ? Et d'autre part, comment le gouvernement a-t-il objectivé l'évolution de la rentabilité de ce secteur particulier ?

M. Christophe De Beukelaer annonce que son groupe soutiendra également ce projet d'ordonnance, compte tenu de la situation où se trouve les nombreux travailleurs de ce secteur. Mais il dénonce la schizophrénie de ce gouvernement, qui d'une part continue à organiser les difficultés économiques de ce secteur en empêchant une réforme de son statut, et d'autre part lui vient en aide avec de petites mesures pour essayer de contrebalancer cette inefficacité économique. La réforme de ce secteur, attendue depuis très longtemps, était attendue pour cet été. Or l'été se termine le 21 septembre, et il serait étonnant que la réforme aboutisse dans ce délai.

Le ministre Sven Gatz répond aux questions qui lui ont été posées. Les mesures fiscales prises par le gouvernement en soutien à ce secteur représentent un total de 1,6 million d'euros de pertes pour les budgets 2020 et 2021. Le gouvernement ose espérer que les activités économiques reprendront l'année prochaine. Ce secteur est en pleine transformation. Pour l'instant, cela concerne quelque 2.500 véhicules: 1.252 véhicules de taxis et 1.198 véhicules de location avec chauffeur. C'est le ministre-président qui est compétent pour ce secteur. Le ministre ne dispose pas des chiffres relatifs aux faillites de ce secteur. C'est une manière de décrire, dans l'exposé des motifs, la situation difficile dans laquelle se trouvent les travailleurs de ce secteur. Le gouvernement espère que cette aide pourra faire survivre à court terme certains exploitants, et à moyen terme, que certains éléments économiques reprennent pour assurer la pérennité de ce secteur.

En réponse aux critiques de Mme Van Achter et de M. De Beukelaer, le ministre répète que ce projet d'ordonnance fiscal est exclusivement relatif à la crise du Covid, et n'a rien à voir avec les réformes à mettre en œuvre pour le secteur. Celles-ci ont été discutées pendant l'été au sein du gouvernement, mais il appartient au ministre-président, dont c'est la compétence, d'informer le Parlement à ce sujet.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Tot slot wordt in de toelichting vermeld dat veel taxibedrijven failliet dreigen te gaan en dat er geen reden is om aan te nemen dat hun financiële situatie voor het eind van het jaar zal verbeteren. Dit doet twee vragen rijzen : ten eerste, hoeveel taxi-exploitanten dreigen failliet te gaan in 2020 en 2021? En ten tweede, hoe heeft de regering de ontwikkeling van de rentabiliteit van deze specifieke sector geobjectiveerd?

De heer Christophe De Beukelaer kondigt aan dat ook zijn fractie dit ontwerp van ordonnantie zal steunen, gezien de situatie waarin de vele werknemers in deze sector zich bevinden. Maar hij hekelt de schizofrenie van deze regering, die enerzijds de economische moeilijkheden van deze sector blijft organiseren door een hervorming van het statuut te verhinderen, en anderzijds met kleine maatregelen te hulp schiet om te proberen tegenwicht te bieden aan deze economische inefficiëntie. De langverwachte hervorming van deze sector werd deze zomer verwacht. Maar de zomer loopt op 21 september af en het zou verrassend zijn als de hervorming binnen die tijd zou worden gerealiseerd.

Minister Sven Gatz beantwoordt de hem gestelde vragen. De ter ondersteuning van de sector belastingmaatregelen die de regering heeft genomen, vertegenwoordigen een totale derving van telkens 1,6 miljoen euro voor de begrotingen 2020 en 2021. De regering hoopt dat de economische activiteiten volgend jaar hervat zullen worden. De sector bevindt zich in een transformatieproces. Voorlopig gaat het om zo'n 2.500 voertuigen : 1.252 taxivoertuigen en 1.198 voertuigen voor verhuur met chauffeur. De minister-president is verantwoordelijk voor deze sector. De minister beschikt niet over de cijfers van faillissementen in deze sector. Dit is een manier om in de toelichting de moeilijke situatie te beschrijven waarin de werknemers in deze sector zich bevinden. De regering hoopt dat dankzij deze steun sommige exploitanten op korte termijn zullen kunnen overleven en dat op middellange termijn sommige economische elementen zich zullen herstellen om de duurzaamheid van de sector te waarborgen.

In antwoord op de kritiek van mevrouw Van Achter en de heer De Beukelaer herhaalt de minister dat dit ontwerp van fiscale ordonnantie uitsluitend betrekking heeft op de COVID-crisis en niets te maken heeft met de hervormingen die voor de sector moeten worden doorgevoerd. Deze zijn in de zomer binnen de regering besproken, maar het is aan de minister-president, wiens bevoegdheid het is, om het Parlement hierover te informeren.

III. Bespreking van de artikelen en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen commentaar.

Stemming

Artikel 1 word aangenomen bij eenparigheid van de 1 aanwezige.

Articles 2 à 5

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 2 à 5 sont adoptés par 13 voix et 1 abstention.

IV. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance

Le projet d'ordonnance, dans son ensemble, est adopté par 13 voix et 1 abstention.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Marc-Jean GHYSSELS

Le Président

Rachid MADRANE

Artikelen 2 tot 5

Deze artikelen lokken geen commentaar.

Stemmingen

Artikelen 2 tot 5 worden aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

IV. Stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Marc-Jean GHYSSELS

De Voorzitter

Rachid MADRANE